

Martinique



N° 25

Septembre 2015

Antilles-Guyane

Les comptes économiques de la Martinique en 2014 Redressement du taux de croissance

La croissance en Martinique s'élève à 1,4 % en 2014, soit un taux nettement supérieur à ceux observés au cours des trois années précédentes. Cette hausse est principalement due à un effet de rattrapage par rapport à 2013, où la croissance était négative (-0,9 %). Cette année-là, la production de produits pétroliers raffinés a sensiblement baissé en raison de l'arrêt programmé de la Société Anonyme de Raffinage des Antilles (Sara) pour contrôle et remise à neuf. En 2014, la production redémarre et retrouve quasiment le niveau de 2012.

Hors production et exportation pétrolières, l'économie montre quelques signes positifs, à commencer par la consommation des ménages qui affiche une légère augmentation de 0,6 % en volume malgré une population qui baisse de 0,5 %. Cette progression est confirmée par une augmentation des importations de biens de consommation à destination des ménages, notamment de produits non alimentaires. Les entreprises, pour leur part continuent d'investir, tandis que l'investissement public se rapproche de sa moyenne de longue durée. Au global, l'investissement est le moteur de l'économie en 2014 et progresse de + 4,5 % en volume.

Clémentine GARANDEAU, Insee

Le produit intérieur brut (PIB) de la Martinique progresse de 1,4 % en volume en 2014, après une évolution quasi nulle ou négative depuis 2011 (-0,2 % en 2011, +0,2 % en 2012 et -0,9 % en 2013). Avec une population qui baisse de 0,5 % en 2014, le PIB par habitant augmente de 1,9 % en euros constants et s'établit à 22 140 euros. Il diminue de 0,2 % sur la France entière.

Les échanges commerciaux contribuent à la croissance du PIB

La croissance, relativement élevée pour la Martinique, s'explique par des exportations qui augmentent de manière

1 L'investissement et le commerce extérieur soutiennent l'économie

Les principaux agrégats et leur évolution (en millions d'euros courants et en %)

	Millions d'euros courants		Évolution en %			
	2013	2014	Volume	Prix	Valeur	Contribution
Produit intérieur brut	8 268	8 442	1,4	0,6	2,1	1,4
Consommation des ménages	5 460	5 523	0,6	0,5	1,2	0,4
Consommation des administrations publiques	3 592	3 657	1,6	0,2	1,8	0,7
Investissement	1 372	1 440	4,5	0,5	5,0	0,7
Import de biens et services	3 009	3 087	4,2	-1,5	2,6	-1,5
Export de biens et services	787	961	27,1	-3,9	22,1	2,6
Variation de stocks	66	-53	-1,5	///	///	-1,5

Source : Insee, Cerom, Comptes rapides.

exceptionnelle : + 22,1 % en valeur. Les exportations de produits pétroliers raffinés (PPR) doublent et contribuent largement à cette évolution (figure 3).

Cela étant, en excluant les exportations de PPR et une transaction exceptionnelle en 2013 sur un avion à hauteur de 13,5 millions d'euros, les exportations évoluent également positivement.

À titre d'exemple, celles de bananes repartent après une année 2013 difficile, et dépassent le niveau de 2012, avec 190 000 tonnes de bananes exportées.

Les importations, quant à elles, augmentent de 4,1 % en volume, du fait, d'une part, des produits issus des industries extractives (cf. encadré), d'autre part, des biens manufacturés (+ 3,4 %), en lien avec une consommation des ménages qui reprend timidement.

Les importations de biens d'équipement de la part des entreprises se rapprochent du niveau de 2013, avec une faible variation des importations de machines et d'équipements en général, et des produits de sidérurgie et de première transformation de l'acier en particulier.

Reprise prudente de la consommation des ménages

La consommation des ménages montre des signes positifs. Elle augmente en volume de 0,6 %, après - 0,8 % en 2013. La demande des ménages se traduit par une hausse des importations de produits non alimentaires, tandis que celles de biens alimentaires stagnent.

Les ventes de voitures neuves sont de nouveau en légère augmentation (+ 1,9 %) sous l'effet d'un rattrapage après deux années difficiles : - 3,8 % en 2013 et - 11,0 % en 2012.

Les ménages restent cependant prudents, comme en témoigne le léger repli des encours des crédits à la consommation (- 0,5 %), et ce, dans un contexte de faible inflation.

Une inflation contenue légèrement supérieure à la moyenne nationale

L'indice des prix à la consommation augmente peu en Martinique (+ 0,7 %), mais cette hausse reste légèrement supérieure à celle de la France entière (+ 0,3 %) et des

deux autres DFA (+ 0,3 % en Guadeloupe et + 0,5 % en Guyane) (figure 4). En particulier, les prix des produits pétroliers diminuent : le cours du Brent baisse de 9,4 %

et l'indice de prix des carburants en Martinique décroît de 3,0 %. L'énergie contribue ainsi pour - 0,1 point à l'inflation.

La reprise des activités de la Sara participe au redressement de la croissance

La Sara est composée d'une raffinerie en Martinique et de deux dépôts de carburant en Guyane et en Guadeloupe. Tous les six ans, la raffinerie du Lamentin interrompt son activité durant six semaines pour contrôle et remise à neuf : arrêt technique dit de « régénération ». Après l'interruption de 2013, la Sara reprend en 2014 une activité de production de produits pétroliers raffinés (PPR) proche de celle de 2012. Celle-ci augmente de 33,5 % en volume entre 2013 et 2014, ce qui a plusieurs conséquences :

- les importations de PPR diminuent, au profit de la production locale ;
- les importations de produits des industries extractives se décuplent pour servir d'inputs dans la production de PPR (+ 24,1 % en valeur) ;
- les exportations de PPR s'envolent : elles doublent en valeur, hausse due non seulement à la hausse de la production qui vient doper les exportations mais aussi au destockage de PPR par la Sara.

2 Une croissance à 1,4 % dynamisée par les exportations de produits pétroliers raffinés

Taux de croissance du PIB en volume (en %)



Note : Les estimations antérieures à 2014 sont révisées, voir encadré méthodologique en fin de document.
Source : Insee, Cerom, Comptes rapides.

3 Les exportations portées par les produits pétroliers

Évolution des échanges extérieurs en valeur (en %)



Source : Insee, Cerom, Comptes rapides.

Dans le secteur alimentaire, l'évolution des prix est contrastée : - 0,8 % pour les produits frais et + 1,7 % pour les autres produits, pour une variation globale de + 1,2 % et une contribution à l'inflation de + 0,2 point.

Les services sont les plus forts contributeurs à l'inflation, avec une augmentation des prix de 1,1 % portée notamment par les soins personnels, la protection sociale ou les assurances. Ils contribuent pour + 0,5 point à l'inflation.

L'investissement est porté par les entreprises

L'investissement s'accroît de 4,5 % en volume. (figure 5) Les importations de biens d'investissement à destination de l'ensemble des agents économiques augmentent (+ 2,0 %), les ventes de ciment également (+ 6,5 %).

Cette hausse de l'investissement est portée surtout par les entreprises. L'encours des crédits d'investissement qui leur sont accordés augmente sensiblement (+ 5,4 %), après deux années de baisse consécutives (- 1,4 % en 2012 et - 2,7 % en 2013). Les crédits immobiliers évoluent également positivement (+ 3,6 %), alors que les crédits d'exploitation se contractent (- 6,3 %).

Les crédits à l'investissement contractés par les ménages augmentent timidement (+ 1,3 %) alors que les autorisations de construire baissent (- 6,5 %).

L'investissement public se redresse, notamment par les domaines de la santé et des transports (les travaux de construction du Transport Collectif en Site Propre (TCSP) et de reconstruction d'hôpitaux sont toujours en cours).

Les dépenses publiques rehaussent le PIB

Les dépenses publiques soutiennent la croissance avec une hausse de leur consommation 1,6 % en volume.

Les charges de personnel des administrations publiques, de la sécurité sociale et de l'enseignement augmentent de 2,2 %. Le salaire moyen des fonctionnaires évolue peu, comme les années précédentes (+ 0,3 %).

Les dépenses en achats et charges externes augmentent également de 2 %. En revanche,

dans le domaine de la santé, elles diminuent de 2,6 %, pour un poids de 50 % du total des achats et charges externes.

Faible contribution du secteur du tourisme malgré une hausse sensible du nombre de croisiéristes

Les dépenses des touristes stagnent à 298,5 millions d'euros en 2014. Elles se composent à 96 % des dépenses des touristes de séjour dont le nombre est resté constant par rapport à 2013 (489 600 touristes) bien que leurs dépenses soient en légère baisse (- 0,7 %).

Le nombre de croisiéristes continue d'augmenter et atteint 177 800, soit une hausse de 71,3% par rapport à 2013. Leurs dépenses évoluent de façon comparable et s'élèvent à 2,1 millions d'euros et comprennent la légère baisse des dépenses des touristes de séjour.

Le nombre de nuitées dans les hôtels est en diminution (- 9 %). Toutefois, seuls 21,6 % des touristes utilisent ce mode d'hébergement. ■

4 L'inflation ralentit

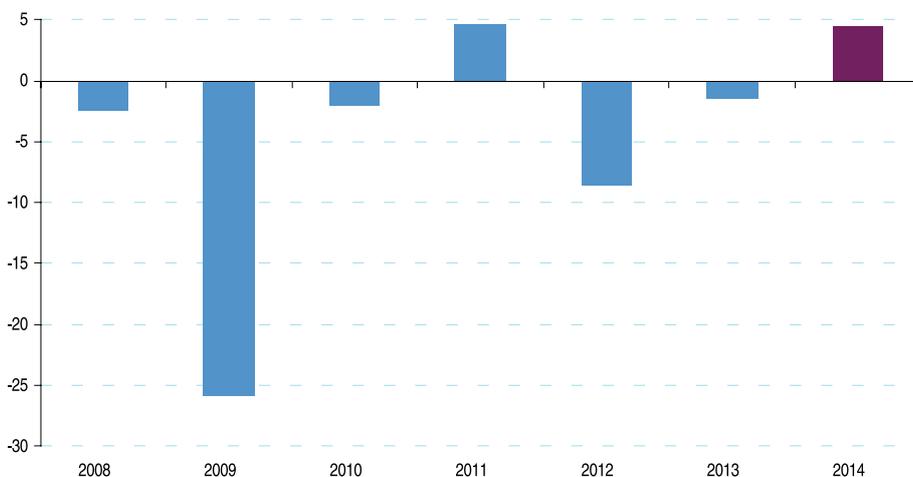
Évolution de l'indice des prix, moyenne annuelle (en %)



Source : Insee - Cerom - Comptes rapides.

5 L'investissement en légère hausse

Évolution de l'investissement en volume (en %)



Source : Insee - Cerom - Comptes rapides.

Méthodes

Les comptes économiques rapides : une estimation précoce de la croissance

Produit par l'Insee, en partenariat avec l'AFD et l'Iedom dans le cadre du projet Cerom, les comptes rapides 2014 de la Martinique reposent sur une modélisation macroéconomique alimentée par les premières données disponibles de l'année écoulée. Il ne s'agit pas des comptes définitifs : les estimations pourront faire l'objet d'une révision lorsque la totalité des données de l'année seront connues.

Des données en base 2005

Les données diffusées ici sont en base 2005. Par conséquent elles ne peuvent être comparées qu'avec des résultats calculés dans cette même base : il s'agit des données issues des comptes économiques des années strictement postérieures à 2007. Les données de 2007 et des années antérieures sont en base 1995 et ne sont pas comparables.

Des comptes rapides issus d'une modélisation de l'économie martiniquaise

Le modèle utilisé pour construire les comptes rapides est un modèle macro-économique, de type keynésien, dit « quasi-comptable ». Il permet de projeter les comptes économiques d'une année donnée à partir d'hypothèses d'évolutions de l'offre et de la demande de biens et services. Dans les trois DFA, ce modèle est construit avec 22 branches et 22 produits.

Le modèle est basé sur le TES (Tableau des Entrées-Sorties) de la Comptabilité Nationale. En effet, ces relations comptables permettent d'assurer la cohérence du modèle en décrivant les équilibres nécessaires entre les ressources et les emplois pour chaque opération. La projection du compte se fait selon la méthode de Leontief, fondée sur les interactions entre branches, et celle de Keynes, fondée sur l'interaction revenu-consommation.

Un nouveau modèle

En 2015, le modèle d'estimation des comptes rapides évolue afin de produire des estimations encore mieux maîtrisées. Afin de s'approcher le plus possible des méthodes comptables, de nouvelles sources externes ont été introduites. Les importations et les exportations d'assurances sont dorénavant estimées. En outre, la croissance démographique est utilisée pour affiner l'estimation de certains agrégats comme la consommation des ménages. Autre grande amélioration, le développement d'outils de contrôles qui rendent mieux compte de la cohérence d'ensemble du modèle. Ces contrôles, déjà réalisés auparavant, permettent d'agir de façon plus fine sur les différents équilibres qui se jouent dans l'économie, et de préciser ainsi in fine l'estimation de la croissance et des grands agrégats économiques.

Définitions

Le **Produit intérieur brut (PIB)** mesure la richesse produite sur un territoire donnée, grâce à la somme des valeurs ajoutées des biens et services produits sur le territoire. Il est publié en volume et en valeur.

L'évolution **en volume** ou en « euros constants » permet de mesurer l'évolution du PIB d'une année sur l'autre, indépendamment de l'évolution des prix. Elle décrit l'évolution des quantités produites et fournit **la croissance de l'économie**.

L'évolution du **prix du PIB** mesure l'évolution de tous les prix présents dans l'économie : prix à la consommation des ménages (IPC), prix à la consommation des administrations, prix de l'investissement et prix du commerce extérieur.

L'évolution globale (volume et prix) fournit l'évolution du **PIB en valeur**.

Comptes rapides pour l'Outre-mer (Cerom)

Les comptes économiques rapides de la Martinique sont construits dans le cadre du projet tripartite Comptes rapides pour l'Outre-mer (Cerom) entre Insee, l'AFD et l'IEDOM.

Ils reposent sur une modélisation macroéconomique alimentée par les premières données disponibles de l'année écoulée. Il ne s'agit donc pas d'un compte définitif.

Les estimations pourront faire l'objet d'une révision lorsque la totalité des données de l'année seront connues.

Insee Martinique
Centre Delgrès
Les Hauts de Dillon
BP 641
97262 Fort-de-France Cédex

Directeur de la publication :
Didier Blaizeau

Rédactrice en chef :
Béatrice CELESTE

Mise en page :
Typhenn LADIRE

© Insee - Iedom - AFD - 2015

Pour en savoir plus

- « Les comptes économiques de la Martinique », consultables sur <http://www.cerom-outremer.fr/martinique> et sur <http://www.insee.fr/martinique>.
- « La Martinique en 2014 », Rapport annuel de l'Iedom – mai 2015 sur www.iedom.fr.
- « Bilan économique 2014 en Martinique », Insee Conjoncture Martinique n° 1, Insee – mai 2015.
- « Une économie en repli », Comptes rapides 2013 Martinique, septembre 2014.
- « Une économie en sourdine », Comptes rapides 2014 Guadeloupe, septembre 2015.
- « Une année record pour le spatial, la consommation des ménages se maintient », Comptes rapides 2014 Guyane, septembre 2015.
- « La reprise se diffuse dans la zone euro » - Note de conjoncture, Insee - juin 2015

